

Questions orales

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE—LA RÉCLAME POUR UN VOYAGE ORGANISÉ EN AFRIQUE DU SUD

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le premier ministre a promis de prendre davantage de sanctions contre l'Afrique du Sud et a déclaré que chaque mesure que le gouvernement a prise à propos de l'Afrique du Sud fait partie d'un plan réfléchi qui tient compte de tous les éléments. J'ai ici un exemplaire d'un quotidien canadien bien connu qui publie une réclame d'une demi-page pour un voyage organisé en Afrique du Sud, ce qui semble enfreindre les sanctions gouvernementales en vigueur. Comment ces déclarations à propos des nouvelles sanctions peuvent-elles être prises au sérieux après avoir vu ce que publie aujourd'hui un important journal canadien?

Des voix: Bravo!

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, à mon avis, les initiatives du gouvernement et, en fait, celles du premier ministre sont très claires à propos de cette question très importante. Le premier ministre doit revenir dans le courant de la journée. Il fera une déclaration à la Chambre des communes sur son voyage. J'espère que la question que soulève le député sera abordée à ce moment-là.

[Français]

LE CONTENU DE LA PROCHAINE DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE À LA CHAMBRE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, je suis très heureux d'apprendre que le premier ministre va faire une déclaration ici à la Chambre. Peut-être peut-il être encouragé par le vice-premier ministre à nous dire premièrement, comment il compte renforcer les sanctions déjà existantes, deuxièmement, quelles sanctions supplémentaires il compte imposer contre l'Afrique du Sud, et, troisièmement, s'il y aura une cessation des relations diplomatiques avec ce pays? Est-ce que le vice-premier ministre pourrait encourager le premier ministre à inclure cette espèce d'information dans sa déclaration à la Chambre?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je ne suis pas sûr de la position du parti libéral à propos de l'interruption des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Il serait peut-être intéressant de savoir combien les libéraux ont de versions sur cette question particulière, comme ils en ont dans les autres domaines.

Le premier ministre a fait preuve de détermination non seulement devant les Canadiens mais aussi devant le monde entier quant à la position du Canada à propos de l'Afrique du Sud. Le député ne sera pas déçu, j'en suis sûr, quand il aura des nouvelles du premier ministre dans le courant de la semaine.

LA NÉCESSITÉ D'IMPOSER DES SANCTIONS OBLIGATOIRES

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au vice-premier ministre, porte sur le même sujet. Face à cette publicité parue dans le *Globe and Mail* qui tend à convaincre les touristes canadiens que l'apartheid a des avantages, le gouvernement ne croit-il pas qu'il est temps d'imposer des sanctions obligatoires plutôt que volontaires, sanctions qui sont manifestement tout à fait applicables?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je pensais avoir répondu à cette question. Je croyais avoir invité le député à être présent à la Chambre lorsque le premier ministre fera sa déclaration, dans le courant de la semaine. Il sera mieux placé que moi pour répondre à ces questions, en toute déférence. J'espère que le député sera patient.

Je connais les sentiments du député. Il les a certes exprimés de façon fort éloquente, à la Chambre, à de nombreuses reprises. Cependant, le premier ministre du Canada montre manifestement l'exemple dans ce domaine et il continuera de le faire. J'espère qu'il aura l'appui du député.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le président, ma question supplémentaire est simple. Le premier ministre a fait preuve de beaucoup d'éloquence. Cela fait presque deux ans qu'il a promis que des sanctions économiques et diplomatiques obligatoires seraient imposées. Nous dites-vous que demain, à son retour, le premier ministre respectera...

M. le Président: Les députés prennent généralement garde à ne pas adresser directement leurs questions à leurs collègues. Je sais que c'est simplement un oubli de la part du député. Je lui demande donc de reposer sa question.

M. McCurdy: Monsieur le Président, je répète donc votre question en remplaçant le «vous» par «il».

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le très hon. premier ministre fait non seulement preuve d'éloquence à la Chambre, dans tout le pays et dans le monde entier, mais il prend également des mesures concrètes. A mon avis, la position du gouvernement canadien et les mesures prises par le premier ministre sont fort éloquentes.